



KALLISTE REVISION COMPTABLE

Société de Commissaires aux Comptes

Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence

Agréée près la Cour d'Appel de Bastia

**MEDEF CORSE
ASSOCIATION LOI DE 1901
KM 5 Route de Mezzavia
20186 - AJACCIO**

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
STATUANT SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Siège Social :

Parc technologique de Bastia, Z.A.E. d'Erbajolo - 20600 BASTIA

☎ 04 95 30 18 60 ~ Fax 04 95 33 68 50Z

Mail : krc@kalliste-fiduciaire.com

Numéro de TVA Intracommunautaire FR49343744991

SARL au Capital de 100 000 Euros - Siret 343 744 991 00039 - APE 6920Z

**MEDEF CORSE
ASSOCIATION LOI DE 1901
KM 5 Route de Mezzavia
20186 - AJACCIO**

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
STATUANT SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Mesdames,
Messieurs les membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné dans l'annexe aux comptes annuels, le MEDEF CORSE a réparti ses différentes charges de fonctionnement dans un tableau d'affectation par action. De cet état, est déduite l'utilisation des subventions octroyées et les incidences comptables relatives aussi bien à la détermination des fonds dédiés qu'aux éventuelles subventions à reverser.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des principes comptables appliqués et leur présentation ce qui nous a amené à exprimer notre opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bastia, le 26 juin 2024

Pour la SARL KALLISTE REVISION COMPTABLE



Le co-gérant
Paulu Andria NICOLAI

Bilan Actif

Bilan Actif		Du 01/01/2023 au 31/12/2023		Au 31/12/2022
		Brut	Amort. Prov.	Net
Actif Immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles		31 247	28 670	2 577
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières		2 400		2 400
TOTAL I		33 647	28 670	4 977
Comptes de liaison	II			
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés		65 600		65 600
Créances reçues par legs ou donations				
Autres		62 649		62 649
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités		363 799		363 799
Charges constatées d'avance		167		167
TOTAL III		492 214		492 214
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Écarts de conversion actif	VI			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)		525 861	28 670	497 192
				455 442

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	387 422	355 318
Excédent ou déficit de l'exercice	-6 840	32 105
Situation nette	380 582	387 422
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	380 582	387 422
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	7 400	26 981
TOTAL III	7 400	26 981
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 485	18 477
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	17 045	21 783
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	25 680	778
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	109 209	41 038
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	497 192	455 442

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	184 010	178 405
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		869
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	12 000	42 000
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 501	1 632
Utilisations des fonds dédiés	26 981	
Autres produits	138 480	112 133
TOTAL I	362 972	335 039
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	203 183	111 530
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	851	579
Salaires et traitements	108 327	117 843
Charges sociales	36 998	36 429
Dotations aux amortissements et dépréciations	3 038	3 952
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	7 400	26 981
Autres charges	12 286	12 019
TOTAL II	372 083	309 335
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-9 111	25 704
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 271	1 056
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 271	1 056
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	2 271	1 056
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-6 840	26 760

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		5 344
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		5 344
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		5 344
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	365 243	341 439
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	372 083	309 335
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-6 840	32 105

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 497 192 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -6 840 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Un tableau analytique, tenu extra comptablement sur Excel, répartit les ressources et les charges des différentes conventions. Les charges directes sont imputées sur chaque action concernée.

Les frais généraux indirects ont été répartis aux actions du MEDEF, en fonction du % moyen du nombre de salariés ETP affectés à l'action (y compris l'équipe déléguée par le Medef national) sur le total du personnel travaillant dans la structure.

Le tout en conformité avec les règles du Medef national.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 7.400 euros

Contributions volontaires en nature

La valorisation des contributions volontaire en nature au titre du bénévolat n'est pas inscrite en comptabilité en l'absence d'un suivi précis du nombre d'heures effectuées par les bénévoles.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association pour l'exercice clos le 31/12/2023 n'est pas communiqué car il aboutirait à fournir une information individuelle.

Informations générales

Objet social :

Le MEDEF Corse, en sa qualité d'organisation patronale interprofessionnelle en région, représente ses adhérents et les entreprises de la région pour les questions d'ordre économique, social, sociétal, international auprès des pouvoirs publics, administratifs, des collectivités locales et des organismes publics ou privés de la région.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'association a plusieurs missions en faveur de ses adhérents :

- Favoriser le développement pérenne des entreprises en région
- Être le porte-parole des entreprises dans la région
- Être animateur, coordinateur et promoteur d'efficacité entre ses membres
- Assurer un rôle de médiateur

Mais aussi vis-à-vis des différentes instances MEDEF :

- Favoriser le travail en réseau avec les autres MEDEF régionaux et notamment les MEDEF régionaux limitrophes afin de faciliter la mise en commun de moyens, d'outils, d'initiatives, formalisée dans le cadre de conventions.
- Promouvoir les valeurs de la « marque » MEDEF et affirmer l'appartenance du MEDEF régional au réseau MEDEF en respectant l'identité morale et la charte graphique du MEDEF.
- Informer régulièrement le MEDEF sur les priorités et préoccupations des chefs d'entreprise de la région.
- Contribuer aux travaux de réflexion du MEDEF.
- Décliner de façon cohérente les principales actions et positions du MEDEF.
- Valoriser au MEDEF les actions des MEDEF de la région.

Les ressources du MEDEF Corse se composent :

- Des cotisations de ses membres,
- De l'intérêt des fonds placés
- Des remboursements de missions confiés par le Medef national
- De toutes autres ressources autorisées par la loi.

En particulier le tableau analytique tenu extra-comptablement répartit les ressources et les charges des différentes conventions. Les charges directes sont imputées sur chaque action concernée. Les charges indirectes de personnel sont réparties en fonction du temps de travail estimé du secrétaire général et de la secrétaire administrative. Les charges indirectes des frais généraux sont réparties en fonction de tous les membres de l'équipe propre et de l'équipe déléguées par le MEDEF national.

Informations complémentaires - Règlement 2019-10

Conformément aux dispositions prévues par le règlement CRC 2009-10 du 3 décembre 2009, le détail des ressources de l'association est le suivant :

RESSOURCES DE L'ANNEE EN EUROS =

Cotisations reçues : + 184.010

Reversement de cotisations : - 12.283

Subventions reçues : + 12.000

Utilisation des fonds dédiés sur subventions N-1 : + 26.981

Autres produits d'exploitation perçus : + 139.981

Produits financiers perçus : + 2.271

TOTAL DES RESSOURCES = + 352.960

Le fait générateur des cotisations est l'appel des cotisations.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers	2 535		
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	28 712		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	31 247		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations - Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 400		
TOTAL	2 400		
TOTAL GÉNÉRAL	33 647		

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des Immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival. Val. d'origine des Immo. en fin d'ex.
	Virement	Cession		
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencements et aménagements const.				
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencements et aménagements divers			2 535	
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier			28 712	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			31 247	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations - Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			2 400	
TOTAL			2 400	
TOTAL GÉNÉRAL			33 647	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers				1 483	317		1 800
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier				24 148	2 721		26 870
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				25 632	3 038		28 670
TOTAL GÉNÉRAL				25 632	3 038		28 670

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires		Dotations		Reprises		Mouvement net des amort. en fin d'exercice	
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outill. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES				REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II				

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)				
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 400		2 400
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	65 600	65 600	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	62 649	62 649	
Charges constatées d'avance	167	167	
TOTAL	130 815	128 415	2 400

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	66 485	66 485		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	6 989	6 989		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 978	8 978		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 078	1 078		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	25 680	25 680		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	109 209	109 209		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 335	5 957
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 930	15 619
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	13 265	21 576

Produits à recevoir Inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	60 788	53 834
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	60 788	53 834

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	167	6 886
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		167	6 886

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		12 000				12 000
Subventions d'investissement						
TOTAL		12 000				12 000

Commentaires : néant

Variations des fonds dédiés

Utilisations					À la clôture de l'exercice		
À l'ouverture de l'exercice	Reports	Montant global	dont rembour.	Transferts (1)	Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices	
Subventions d'exploitation							
DRDFE : 36.000 euros	26 981		21 581		5 400		
DRAJES : 2.000 euros		2 000			2 000		
TOTAL	26 981	2 000	21 581		7 400		
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	26 981	2 000	21 581		7 400		

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau	355 318	32 105			387 422
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	32 105	-32 105		6 840	-6 840
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	387 422			6 840	380 582
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	387 422			6 840	380 582

Commentaires : néant